

Des tripes au ventre

Après la suspension des discussions menées par le GIC

Edito Tribune.com du 17 juin 2009, par Patrick A.

Les discussions menées par le Groupe International de Contact sont donc suspendues. Et la suspension est pour une durée indéterminée, puisque les émissaires vont reprendre l'avion pour quitter Antananarivo. Dans un contexte où les hommes politiques se distinguent par de très beaux ego et une capacité d'anticipation plus proche de zéro, il y a là de quoi inquiéter. Pas forcément de quoi surprendre, dans la mesure où plus les négociations avancent, plus les sujets abordés sont difficiles.

Voici donc l'occasion de récapituler les avancées déjà effectuées et les obstacles de ce *steeple chase*.

Les points d'accord

Les premiers accords se sont limités à des principes très généraux portant sur l'objectif d'une transition consensuelle et inclusive aboutissant sur des élections libres et démocratiques. Il y eut également accord sur la représentativité des 4 groupes invités : mouvances Ravalomanana, Rajoelina, Zafy et Ratsiraka, soit les quatre dirigeants de la Nation encore en vie.

On peut noter que se sont rattachés à la mouvance Zafy Albert non seulement les partis du HPM (Hery Politika Mitambatra, nouvelle dénomination de l'ex-CRN), mais aussi les partisans de Pierrot Rajaonarivelo. La société civile a été pour sa part exclue des débats, ou plus précisément elle s'est exclue elle-même en affichant ses divisions. Quelques personnes habituées des instances de la société civile ont été repérées lors des réunions, mais il ne s'agissait que de personnes ressources appelées à amener une contribution ponctuelle sur certains points, comme la mise en forme technique d'un projet.

Le deuxième round des négociations du 20 au 22 mai fut plus directement fructueuse, puisque tout en réaffirmant le principe d'organisation d'élections dans les plus brefs délais, il a permis d'évacuer le problème de la durée de la transition. Des experts internationaux devront analyser la capacité de Madagascar à organiser des élections crédibles avant de déterminer le calendrier de leur organisation ; cependant, il a été convenu que la date des élections ne devait pas dépasser les 14 mois après la signature de la Charte de la Transition.

Il a également été retenu le principe de huit institutions de transition qui devraient être :

- ▶ La Haute Autorité de la Transition,
- ▶ Le Gouvernement d'union nationale de la Transition,
- ▶ Le Congrès de la Transition,
- ▶ Le Conseil national de réconciliation et la Commission « vérité et réconciliation », chargées de passer en revue l'Histoire récente de Madagascar, promouvoir la réconciliation nationale et examiner les questions de réparation et de compensation,
- ▶ Le Conseil économique et social de la Transition,
- ▶ La Haute cour de la Transition,
- ▶ Le Comité de réflexion sur la défense et la sécurité nationales,
- ▶ La Commission électorale indépendante.

Les 4 mouvances se sont également accordées à permettre à tous les anciens Chefs d'État et au Chef de la Transition de se présenter aux futures élections présidentielles. Il avait même été prévu d'institutionnaliser cette bande des 4 sous l'appellation un rien surréaliste de Conseil des sages...

« Amnistie » intéressée

C'est à n'en pas douter sur ce point de l'éligibilité que les « retours en arrière surprenants », « fins de non-recevoir multiples » et « affirmations de préalables catégoriques » que dénonce le GIC se sont manifestées. Avant même d'aborder officiellement la troisième phase des débats qui devait notamment porter sur la répartition des places dans l'exécutif et le législatif de transition, la mouvance Ratsiraka a exigé l'effacement des condamnations de 2002. La question de l'amnistie a alors court-circuité le déroulement pré-établi de l'ordre du jour et a entraîné une surenchère de tous les côtés.

Il serait vain et puéril de jeter la pierre à l'un plutôt qu'à l'autre concernant cette surenchère. Les reculs, conditions nouvelles et déclarations tonitruantes des uns et des autres révèlent que tous n'ont guère dépassé une logique d'élimination de l'adversaire et sont restés dans un raisonnement du type « j'ai raison / il a tort ». Untel exige que soient traités non seulement les cas des chefs d'État, mais ceux de l'ensemble de la classe politique. Tel autre ne veut pas avoir à quémander une amnistie et exige une annulation pure et simple des actes passés. D'autres exigent une limitation dans le temps des actes absous. D'autres encore se déchirent sur le fait de savoir si les détournements de fonds et délits économiques sont à inclure dans les actes à pardonner, et qu'est ce qui se cache dans les « *graves atteintes aux Droits de l'Homme* » que l'on ne pourra pas couvrir.

Belle ambiance de « *réconciliation nationale* ». Il était donc logique que le Groupe International de Contact siffle la fin de la récré et mette les acteurs malgaches face à leurs responsabilités.

Pas d'alternative

Négocier est un art difficile, défendre ses intérêts nécessite beaucoup d'énergie. Savoir conclure une négociation est encore plus difficile et nécessite une autre forme de courage. Au fur et à mesure que les choses avancent, les craintes de se faire avoir quelque part et de voir les accords refusés par la base montent.

À l'heure où le terrorisme frappe à nos portes, où les clous et les idées volent bas, il est temps pour les uns et les autres d'avoir du plomb dans la caboche plutôt que dans le buffet. L'heure des vraies concessions est arrivée, car aucun des deux principaux camps ne peut prétendre mener la barque tout seul au mépris du restant de la population.

La HAT voudrait organiser seule les élections et légitimer sa démarche en précipitant les assises régionales ? Elle ne sera pas suivie dans cette démarche par l'authentique société civile. À titre d'exemple, le CNOE s'est déjà refusé à donner des directives d'ensemble à ses sections et leur demande d'aviser au cas par cas.

Marc Ravalomanana rêve d'une option militaire ? Il ne sera pas non plus suivi par la majorité. On ignore combien de malgaches résident au Zimbabwe et réclament effectivement une telle option, mais ils ne sont nullement représentatifs. Le Zimbabwe, c'est combien de divisions ? Madagascar, c'est combien de kilomètres carrés ?

À la population malgache, la vraie, d'avoir la force de convaincre les protagonistes qu'ils doivent maîtriser leur stress et leurs émotions. Au Malgache « d'en bas » de priver les politiciens « d'en haut » de tout fantasme de réussite en solo.

De la communauté internationale, ces malgaches-là attendent un refus de toute complaisance coupable envers la classe politique, une aide qui sache aller directement aux bénéficiaires en contournant lorsque nécessaire les instances gouvernementales.

Pour tous ces gens qui refusent à l'approche du 26 juin de voir le drapeau national confisqué par quiconque, voici le moment venu d'avoir des tripes au ventre et du plomb dans la cervelle.